NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

97 Nº 1 1975

L'avortement, problème politique (suite)

Michel SCHOOYANS

p. 25 - 50

https://www.nrt.be/it/articoli/l-avortement-probleme-politique-suite-1148

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2024

L'avortement, problème politique

(suite)

PROMÉTHÉE DÉCHAÎNÉ

Les réflexions précédentes convergent vers une seule et même conclusion. Qu'on l'aborde par le biais de la médecine, du droit, de la politique, de la morale ou de la théologie, le débat sur l'avortement renvoie inévitablement à des problèmes philosophiques fondamentaux [34]. Chacune de ces approches nous ramène au cœur d'un débat qui n'a cessé de hanter l'histoire de la pensée humaine et qui se présente comme un perpétuel défi.

Justice et légalité

Les traditions platonicienne et aristotélicienne se caractérisent dès le principe par un réalisme radical qui a pétri toute la civilisation occidentale. Cette soumission au réel se retrouve dans toutes les activités culturelles. Elle a rendu possible l'éclosion des sciences de la nature ; elle est le point d'appui de notre droit. Elle se traduit par deux formes spéciales de respect : la recherche de la justice, le souci de la précision.

Ainsi, pour le vieux Platon, les idées sont les réalités par excellence. Que l'homme les contemple ou non, elles sont. Platon ne se bornait nullement à dénoncer la cupidité des sophistes, les techniques de succès dont ils faisaient commerce, leur démagogie sordide. Contre eux et leurs excès, il proclame que tout n'est pas relatif à l'homme. A celui-ci, au contraire, de se soumettre aux réalités qu'il ne constitue pas, qu'il reconnaît, qu'il peut contempler : les idées. Même attitude chez Aristote face aux tendances unilatéralement empiristes. L'existence de la nature n'est pas subordonnée à la perception que l'homme en a. Il n'y a de connaissance qui ne passe par cette soumission au réel perçu.

Socrate, il est vrai, avait ouvert la voie à l'un et à l'autre. L'homme n'est pour lui ni le reflet éphémère d'une nature toujours changeante,

---

34. Pour creuser l'approche philosophique du problème de l'avortement, on consultera I. GOBRY et H. SAGET, *Un crime. L'avortement*, Paris, 1971. Le Dr Saget examine surtout le problème sous l'angle médical. Les chapitres I et IV, qui nous intéressent plus directement et sont remarquables, sont dus au Professeur Gobry.

ni la mesure de toute chose [35]. L'ironie lui révèle d'ailleurs l'opacité du monde — et sa propre finitude. Se connaître soi-même ! Chercher le bien, non dans les choses extérieures — la puissance, l'argent, la force — mais en soi-même. Etre sincère : chercher à connaître le bien et y conformer sa conduite... Faire prévaloir les droits inaliénables de la personne en proclamant, après Antigone, qu'il n'y a pas nécessairement harmonie entre les lois humaines et la morale, la légalité et la justice, et que les lois non écrites obligent autant les magistrats que les citoyens [36] ...

Est-il besoin d'ajouter que la Bible et la tradition chrétienne, même si on les considère comme de simples produits culturels, sont venues renforcer considérablement, par la doctrine de la création et par celle du salut, ce réalisme de principe [37] ?

L'homme mesure de toute chose ?

Or, selon que l'on admet que l'homme est ou n'est pas la mesure de toute chose, on aboutit à des conceptions très différentes de la société et de la civilisation. Si je suis la mesure de toute chose, cela peut signifier que j'érige ma subjectivité en principe absolu de toute valeur. Avec les sophistes Gorgias, Calliclès ou Thrasimaque, je pourrai canoniser la force ; avec Protagoras, le plaisir [38]. Avec Bentham, je canoniserai l'utilité ; avec W. James, l'efficacité ; avec A. Smith, le profit ; avec Comte, la science et la technique. Il me sera même loisible de décréter la supériorité d'un groupe, de définir une élite, de privilégier une race, d'assigner un rôle messianique à telle nation [39]. Je pourrai, avec Nietzsche, proclamer la mort de Dieu et la naissance d'un surhomme se campant d'emblée par-delà le bien et le mal. Enfin, je découvrirai peut-être, avec Sartre, que je suis mon propre créateur et que je me promeus moi-même dans l'engagement, voire la néantisation. Car, mesure de l'être, l'homme l'est aussi du néant.

---

35. Sur la célèbre expression de Protagoras, voir par exemple PLATON, *Cratyle,* 386 a ; *Théétète,* 152 a ; ARISTOTE, *Métaphysique,* A, 1, 1053 a 35 ; et surtout K, 6, 1062 b 12-15.

36. Rappelons ici SOPHOCLE, *Antigone,* v. 446 ss ; *Oedipe Roi,* v. 863 ss et, bien entendu, l'*Apologie de Socrate,* de PLATON.

37. C'est pourquoi le clivage entre partisans et adversaires de la libéralisation de l'avortement ne coïncide pas avec celui qui sépare les chrétiens des non-chrétiens.

38. Voir PLATON, *La République* : I, 332, a et d : Simonide ; I, 338 c et 339 a : Thrasimaque ; *Gorgias* : 483 b - 484 c : Calliclès ; *Protagoras* : 333 c et 353 c.

39. Ainsi, après l'égoïsme intégral de M. STIRNER, a-t-on pu voir en R. VON JHERING un juriste pour lequel le Droit se réduit à l'expression, par l'Etat (qui ne lui est point soumis), de l'égoïsme collectif d'un peuple. Voir *Der Kampf ums Recht,* Vienne, 1872.

Cette anthropologie prométhéenne donne naturellement une coloration très particulière aux relations à autrui. D'abord, par son pessimisme radical, elle érige la peur en caractéristique fatale et dominante de la relation à autrui [40]. La peur, à son tour, engendrant la crainte de la liberté, induit le désir d'un gouvernement autoritaire. Bien plus, puisque je suis la mesure d'autrui, j'institue moi-même le terme de la relation amoureuse. J'objective autrui : je le construis à ma convenance. Il n'est plus guère que l'image que je projette de moi-même. Je reconstitue autrui à mon image pour me l'approprier, pour me retrouver moi-même au terme d'un détour narcissique. Car l'altérité menace mon identité ; autrui me met en question [41]. Il me révèle à moi-même cette finitude humiliante. Il est posé comme une limite au démiurge que je veux être. Alors, faute de l'accueillir pour ce qu'il est, il faut le nier, soit physiquement, soit mentalement. Quel qu'il soit, il est toujours mise en question, danger, menace, provocation, défi pour moi. Dès lors, autrui étant un facteur d'insécurité personnelle, il me faut soit l'éliminer, soit le réduire à ce que je suis.

Cette dépravation essentielle de la relation amoureuse — ce sadisme, pour l'appeler par son nom — trouve dans la libéralisation intégrale de l'avortement une de ses expressions les plus froides et les plus cyniques [42]. L'enfant conçu n'est pas seulement une nouvelle maladie ; c'est aussi un nouvel ennemi.

Ce sadisme se manifeste dans le droit que l'on s'arroge de s'approprier ou plutôt de néantiser un être humain au stade le plus ténu de son existence. Goujaterie que cette volonté de puissance qui s'exerce sans risque d'être contestée. « La tyrannie ne flatte-t-elle pas l'orgueil d'une manière bien plus vive que la bienfaisance ?

---

40. L'œuvre politique de MACHIAVEL et celle de HOBBES, par exemple, tablent sur le trinôme pessimisme, peur, autorité. D'où le rapport entre la morale et le droit, la force et la loi. De MACHIAVEL, voir notamment *Le Prince*, ch. 17, 18 ; *Capitolo « de l'ambition »*, *A Luigi Guicciardini*. Texte dans *Oeuvres complètes*, édit. Edm. BARINCOU, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, Gallimard, 1952, p. 338-343 et 91-95, respectivement. — De HOBBES, cf. *Le Léviathan*, I, 13 ; II, 27 ; voir aussi Er. FROMM, *Escape from Freedom*, New York, 1re édit. en 1941.

41. Ces thèmes sont abondamment développés par J. P. SARTRE dans *L'Etre et le néant. Essai d'ontologie phénoménologique*, Bibliothèque des Idées, Paris, Gallimard, 1955. Cf. par exemple p. 127-139 ; 313-320 ; 431-503 (« L'essence des rapports entre consciences n'est pas le Mitsein, c'est le conflit », p. 502) ; 508-561 (« ... Si la néantisation est précisément l'être de la liberté, comment refuser l'autonomie aux passions pour l'accorder à la volonté ? », p. 519) ; 711-722 (« ... L'ontologie et la psychanalyse existentielle... doivent découvrir à l'agent moral qu'il est l'être par qui les valeurs existent », p. 722). Voir aussi *L'existentialisme est un humanisme*, Paris, 1954.

42. Cf. L. BEIRNAERT, *Irréductible violence*, dans *A la recherche d'une théologie de la violence*, coll. Avenir de la Théologie, Paris, Cerf, 1968, p. 53-70. Voir *infra*, note 88.

celui qui s'impose, en un mot, n'est-il pas le maître bien plus sûrement que celui qui partage ? » La question était posée explicitement au XVIII[e] siècle. Par le Marquis de Sade [43].

La valeur en suspens

L'anthropocentrisme des sophistes et de leur nombreuse descendance comporte donc des risques qu'il ne faut point perdre de vue. Cet anthropocentrisme-là devient tellement envahissant qu'il discrédite non seulement toute morale philosophique mais toute discipline intellectuelle et scientifique. Il confère une primauté absolue à l'expérience subjective et singulière ; il discrédite la raison et vide l'histoire de toute durée. Il aboutit à une théorie du langage où, conventionnellement, on définit le bien et le mal suivant les convenances dominantes [44]. Tout près de nous, cette tendance a trouvé son plus haut point d'expression dans l'« Ecole de Vienne » [45].

Le seul critère gouvernant ma conduite, ce sont les valeurs que j'institue et pour lesquelles je m'engage — toujours conditionnellement, c'est-à-dire dans une fidélité sans cesse en sursis. Si donc j'institue en valeur pour moi la satisfaction de mon instinct, l'argent, la force, la technique, le confort, la consommation, la militarisation ou n'importe quoi qu'il me plaira de valoriser présentement, je pourrai, sans avoir de compte à rendre à quiconque, mettre des êtres humains en balance avec les choses. L'enfant, le vieillard, l'infirme, l'étranger, le métèque ou plus simplement l'autre : leur reconnaissance est hypothétique ; leur valeur est en suspens. Car rien ne me contraint, démiurge que je suis, à reconnaître l'autre pour ce qu'il est ni à consentir à ce qu'il existe. Si donc la jouis-

---

43. *Justine ou les malheurs de la vertu* [1791], coll. 10/18, 444, Paris, Union Générale d'Editions, 1973, p. 170.

44. Ici apparaît le lien étroit entre le sens de l'autre, celui de l'histoire et le langage. Sur le pouvoir destructeur de la parole, voir PLATON, *Gorgias*, 466 a - 467 b. — Pour une étude approfondie des problèmes que nous touchons ici, il est indispensable de se reporter à J. LARGEAULT, *Enquête sur le nominalisme*, Publications de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Paris-Sorbonne, Série « Recherches », t. 65, Paris-Louvain, 1971. Pour OCKHAM en particulier, on dispose de l'étude d'Arth. St. MCGRADE, *The political thought of William of Ockham. Personal and institutional principles*, Londres, Cambridge University Press, 1974.

45. Il y a ici ample matière à de passionnantes recherches, notamment en philosophie morale et en philosophie politique. Rappelons d'abord un pionnier : G. E. MOORE, *Principia Ethica*, Cambridge, 1[re] édit. 1903. — Il convient ensuite de citer M. SCHLICK, *Fragen der Ethik* [1930], trad. anglaise par S. RYNIN sous le titre *Problems of Ethics*, New York, 1939 ; W. KÖHLER, *The place of value in the world of facts*, New York, 1938 ; Ch. L. STEVENSON, *Ethics and language*, New Haven, 1944 ; C. I. LEWIS, *An analysis of knowledge and valuation*, La Salle, 1946. On consultera aussi A. HÄGERSTRÖM, *Inquiries in the nature of Law and Moral*, trad. anglaise de C. D. BROAD, Stockholm, 1953, et V. GIORGIANNI, *Neopositivismo e scienza del Diritto*, Rome, 1956.

sance des choses me donne plus de satisfaction que le commerce des hommes, je pourrai dominer ou même éliminer les hommes pour posséder les choses. L'homme ? Une marchandise parmi d'autres. La valeur étant essentiellement fonction d'une décision du sujet, la sphère du non-moi est indifférenciée jusqu'à ce que je constitue ce qui est valeur pour moi. Dans ce monde-là, il n'y a plus d'amour ; il n'y a qu'appropriation, domination, néantisation [46].

Il saute aux yeux qu'une pareille anthropologie, où l'orgueil le dispute à la férocité, commande une conception tout aussi impitoyable de la médecine, de l'économie, de la politique, de la morale et de la théologie. Cette anthropologie fournit à chacune de ces diverses disciplines les principes sous-jacents sur lesquels elles se fondent et qui veulent que le droit soit identifié à la force, le bien au plaisir, le bon à l'utile. Chacune de ces disciplines est exposée à devenir un instrument plus ou moins aveugle asservi à une volonté de puissance, à un idéal hédoniste ou opportuniste. Le médecin se voit alors autorisé, voire invité, à éliminer le gêneur. L'activité économique obéit à d'impitoyables lois d'airain : celle des salaires, celle de la concurrence, celle du profit. Sous couvert de veiller aux intérêts de la nation, l'homme politique fait prévaloir les intérêts des partis. L'homme de loi protège les privilèges des puissants. Pour donner bonne conscience à tout le monde, le moraliste propose des rationalisations plus ou moins convaincantes que des théologiens obséquieux avalisent avec candeur...

Aliénation et liberté

Nous avons déjà remarqué que tout autre était l'assise de nos institutions juridiques. Le réalisme qui les caractérise est aussi la trame de nos institutions politiques et de nos structures économiques et sociales. Sans lui, adieu égalité juridique et politique ! Les tensions et les conflits, même les plus aigus, dont nos organisations politiques sont le théâtre supposent la reconnaissance préalable et inconditionnelle de *l'autre comme différent.* C'est pourquoi, dans le débat qui nous occupe, il est impérieux de laisser de côté tout électoralisme sordide et à courte vue. Ce qui est en jeu, ce sont ni plus ni moins que les principes sur lesquels se fondent nos régimes démocratiques autant que les idéaux qu'ils recherchent — fût-ce par des voies différentes.

---

46. Pour l'étude des conséquences politiques de ce sadisme, il sera toujours utile de se reporter à deux ouvrages anciens et discutés : E. F. M. DURBIN et J. DOWLBY, *Personal aggressiveness and war,* Londres, 1933 ; Edw. GLOVER, *War, sadism and pacifism, ibid.* On complétera par A. STRACHEY, *The unconscious motives of war,* Londres, 1957.

Il n'en va pas autrement dans la vie économique. Ici aussi l'idéal qui guide toutes les réformes est basé sur la réciprocité des services et l'égale participation aux biens disponibles. Les biens matériels sont en principe le patrimoine commun de l'humanité. L'homme les transfigure par son travail et peut être ainsi reconnu par autrui. Lorsque ces biens deviennent l'instrument de la puissance, une telle situation est perçue comme immorale et contraire à la destination des choses. L'exigence de réciprocité entre les hommes est première et c'est elle qui donne à la praxis son sens et son intention. C'est encore dans le même esprit que Kant recommande de ne jamais ravaler l'homme à la condition de pur moyen [47]. Aussi bien, certains héritiers de Hegel, creusant la pensée du maître, ont vigoureusement dénoncé diverses formes d'aliénation humaine et rendu par là plus vivace le vieil appel à la liberté.

D'une façon générale, ce que nous attendons des institutions et de la culture, c'est qu'elles rapprochent les hommes, qu'elles favorisent leur solidarité. Nous ne concevons pas le bonheur sans quelque harmonie sociale. Nous répugnons à tout formalisme qui formerait écran ou créerait des tensions ; nous refusons toute médiation qui se bloquerait sur elle-même et, cessant d'être significatrice, compromettrait la rencontre des hommes.

On pourrait dire que l'un des caractères majeurs de la civilisation occidentale consiste en son effort sans cesse repris pour faire prévaloir un idéal de reconnaissance et de réciprocité sur l'éternelle tentation de la domination et de l'anéantissement. Il y a là un optimisme de principe tant vis-à-vis de l'autre que vis-à-vis du monde naturel ; il y a là un refus de voir a priori dans l'autre une menace adressée à moi-même.

Finalement, favoriser cette reconnaissance et cette réciprocité, c'est ce vers quoi tendent toutes nos institutions et toutes nos activités culturelles. Que les unes et les autres soient toujours grevées d'une dose plus ou moins considérable d'ambiguïté ; que les personnes et les groupes soient toujours fascinés par le recroquevillement sur eux-mêmes ; qu'il y ait des décalages plus ou moins marqués entre les désirs et les situations, les projets et leur exécution : comment le nier ? Comment nier l'histoire dans son perpétuel devenir ?

Cela signifie que les conquêtes morales de l'Occident ont quelque chose de culturel et par conséquent quelque chose de précaire. L'esclavage, l'exploitation du prolétariat, le colonialisme, l'oppression de la femme : autant d'abus dont on n'a perçu l'horreur que dans l'expérience historique. A force de dénoncer telle injustice, on devient forcément sensible à d'autres injustices restées longtemps cachées.

---

47 Voir KANT, *Fondements de la Métaphysique des mœurs*, II[e] section.

Mais aucun de ces progrès n'est définitif ; aucune de ces conquêtes n'est irréversible. Cela aussi, l'histoire le montre. Elle montre également, sans qu'il faille remonter à Hitler, que là où on met en question un droit découvert péniblement et reconnu au prix de beaucoup de peine, le processus de régression et de dégringolade a *déjà* été engagé. Dans les pays où peu a été fait pour la promotion de tous les hommes indistinctement, faut-il s'étonner que l'on pratique l'arbitraire, la répression, la torture ? Ou inversement, est-il surprenant que là où triomphe l'arbitraire on se soucie fort peu de promouvoir tous les hommes ?

Libéraliser intégralement l'avortement ? Ou bien la mesure de toute chose se trouve en moi, dans mon groupe de pression, dans mon parti, dans l'Etat. Ou bien j'accueille l'autre pour ce qu'il est et je me laisse interpeller par ce que son existence signifie pour moi. A moi, au groupe, au parti, à l'Etat de le respecter dans son existence et ses droits. Il n'y a pas de troisième voie. C'est une alternative.

Si devait prévaloir la première éventualité, cela signifierait que l'Occident consent à la perte de son identité et souscrit au naufrage de son authenticité. Et comment douter que certains souhaitent qu'il en soit ainsi ? Seule, la seconde éventualité s'inscrit dans le droit fil de l'histoire d'Occident. D'où un défi que nous avons déjà entrevu mais qu'il nous faut maintenant examiner.

VERS LE GÉNOCIDE INTRA-UTÉRIN

Du fait que la libéralisation de l'avortement crée des conditions propices à une transformation profonde dans la nature de l'Etat, s'ensuit-il nécessairement qu'elle conduise à la restauration de quelque régime totalitaire, de type nazi par exemple ? C'est là une des conséquences possibles, non la seule. Il est en effet parfaitement concevable que les lois positives s'accommodent d'une certaine incohérence dans les principes qui les inspirent. Face à l'être humain à peine conçu, la loi positive peut considérer que la puissance de l'Etat est illimitée ; face au citoyen né, elle peut considérer que cette puissance est discrète. Deux poids, deux mesures — deux visions inconciliables du rôle et de la nature de l'Etat. Peut-on néanmoins prétendre, au nom d'une situation de fait, qu'il faut s'accommoder d'un amalgame aussi hybride ? Nous ne le pensons nullement, et pour le faire voir nous devons dépasser la perspective constitutionnaliste dans laquelle nous nous sommes confiné jusqu'à présent. Cela signifie que tout ce que nous avons dit précédemment **à propos de l'Etat doit être assumé dans une perspective plus large.**

La colonisation idéologique

L'Etat-Nation, tel que le conçoivent les constitutions modernes, a cessé en fait d'être pour soi-même instance souveraine de pouvoir, maître unique et ultime de ses décisions, nouant et dénouant les alliances pour conjurer les prétentions hégémoniques des plus forts. Les temps ont changé : même pour l'Europe, l'essor des puissances impériales nouvelles force à rechercher, au-delà de ce qui n'eût été qu'un problème interne de droit constitutionnel, un problème de relations internationales. Il est banal de noter que l'ambition des USA comme de l'URSS, c'est de limiter les souverainetés non seulement dans le Tiers-Monde, mais dans les pays relativement développés. Pour arriver à ce but, diverses voies sont possibles. On peut, par exemple, soutenir un régime renforçant la machine étatique ou faire appel aux militaires. Commodes dans le Tiers-Monde, ces méthodes sont actuellement peu recommandables en Europe Occidentale. Ici, l'instrument rêvé de la domination impériale, c'est plutôt la colonisation idéologique. Il faut tendre à ce que l'Europe Occidentale intériorise les projets hétéronomes dont elle est l'objet de la part de la puissance dominante [48].

Du point de vue des USA, l'Europe Occidentale devra introjecter aussi « naïvement » que possible les « valeurs » de la société de consommation, véhiculées à grand renfort de propagande par les groupes multinationaux. Du point de vue de l'URSS, il faudra qu'elle introjecte l'idéal du socialisme étatique, vanté par les partis socio-communistes. Dans les deux cas, par des processus inégalement perceptibles, la main-mise extérieure s'appesantit sur la société occidentale. « Si l'on compare les Etats despotiques entre eux, écrit Montesquieu, on verra que celui-là se soutient mieux qui, raffinant, pour ainsi dire, sa cruauté, trouve le secret de la rendre excessive et de donner de nouveaux fondements à l'Etat, en multipliant les injures qu'il fait à la Nature humaine » [49].

Il convient dès lors d'explorer le lien éventuel entre les projets de domination visant l'Europe Occidentale et la campagne de libé-

---

48. Dans les discussions sur la démographie et la croissance, les disciplines scientifiques deviennent vite des armes de combat. Dans ces domaines, il est inquiétant de constater, en Europe et dans le monde, l'emprise grandissante de la production nord-américaine. Nous sommes inondés par les traductions d'ouvrages nord-américains, vite fascinés par leur appareil « scientifique » clinquant. De là à assimiler « naïvement » leurs conclusions et à céder au « colonialisme idéologique », le pas est vite franchi. Ici apparaît avec netteté un des rôles politiques actuels, et les responsabilités, des universités européennes. — N'est-il pas significatif que M. W. Best, « Executive Vice-President » de la Planned Parenthood World Population (New York), soit co-signataire de l'article *Birth Control* de l'*Encyclopaedia Britannica,* t. 3, Chicago, 1968, p. 704-711 ?

49. *Loc. cit., éd. cit.* p. 1010.

ralisation de l'avortement. Nous accorderons une attention toute spéciale au point de vue nord-américain. Toutefois, sans que l'on puisse purement et simplement substituer ici à l'expression « Etats-Unis » l'expression « Union Soviétique », ce que nous dirons à propos des premiers pourra être appliqué, toutes proportions gardées, à la seconde. Le lecteur lui-même procédera à cette explicitation que nous nous bornons à ébaucher.

Malthus et l'empire

Mettre au point des programmes de contrôle ou de limitation de la natalité a été depuis près d'un siècle le souci constant des puissances anglo-saxonnes [50]. Les premiers mouvements malthusiens de quelque importance s'organisent en Angleterre à la fin du XIX[e] siècle. Leurs thèses sont divulguées et testées dans diverses régions de l'Empire Britannique, entre autres en Inde [51]. Cela se passait déjà à une époque où il était assez peu question de « bombe P(opulation) », et point de « halte à la croissance » [52].

Ces thèses malthusiennes ont longtemps été considérées comme sujets tabous : qui, il y a trente ans, aurait osé préconiser au grand jour la libéralisation de l'avortement, voire la contraception ? Même si les buts affirmés étaient le bien-être familial, communautaire et international, même s'ils étaient d'ordre eugénique, on était exposé, à l'époque, à encourir le reproche de racisme. Aussi bien ce n'est

---

50. Les partisans de la libéralisation de l'avortement disposent d'une sorte de vade-mecum édité par M. Potts et Cl. Wood : *New concepts in contraception. A guide to developments in family planning,* Oxford et Lancaster, 1972. Le Dr Potts est directeur médical de l'International Planned Parenthood Federation, dont il sera question plus loin. — Sur l'histoire, les motivations et les méthodes des mouvements de planning familial, voir l'introduction de M. Potts : *Problems and Strategy,* p. 1-15 ; et B. Suitters, *The International Family Planning Movement : aspects of its growth and development (1881-1971),* p. 17-55.

51. Sur les questions de politique démographique, on se reportera non seulement aux publications du Population Reference Bureau (Washington), mais aussi à la bimestrielle *Bibliography of Family Planning and Population,* édit. D. Linzell, Simon Population Trust, Cambridge. Eléments de bibliographie dans H. Gérard et G. Wunsch, *Comprendre la démographie,* coll. Marabout Université, 240, Verviers, p. 174-178.

52. On reconnaît ici les titres d'un ouvrage de P. Ehrlich, Paris, 1972, et de l'enquête du Club de Rome, Paris, 1972. — De nombreuses publications alimentent les débats sur les « limites de la croissance », sans d'ailleurs toujours l'éclairer. Bornons-nous à rappeler quelques ouvrages d'un non-conformisme bon teint : R. Dumont, *L'utopie ou la mort !,* coll. L'Histoire immédiate, Paris, 1973 ; L. Puiseux, *L'énergie et le désarroi post-industriel. Essai sur la croissance énergétique,* coll. Futuribles, Paris, 1973 ; *Les objecteurs de croissance. Prospérité, oui... mais à quel prix ?,* cahier n° 52 de *La Nef,* n.s., septembre-novembre 1973 ; H. Cole, G. Freeman, M. Jahoda, K. Pavitt, *L'Anti-Malthus. Une critique de « Halte à la croissance »,* trad. de M.-H. Dubsky, Paris, 1974.

point pur hasard si l'un des précurseurs du racisme fut un Anglais, Houston Stewart Chamberlain [53].

Or si la crainte d'une « explosion démographique » se manifestait déjà dans l'Angleterre victorienne, on comprend à plus forte raison qu'elle se manifeste actuellement aux USA. La nation qui, dans le monde occidental, a pris le relais de l'impériale Albion, a perçu, surtout après 1945, l'importance politique et économique du facteur population. Les Etats-Unis ne se sont jamais cachés de ce souci, et l'on trouve à ce sujet d'innombrables déclarations explicites d'hommes politiques et de spécialistes nord-américains.

Les raisons de cette politique sont multiples, et ce n'est pas le lieu de les reprendre. Sans doute concède-t-on que les pays du Tiers-Monde sont aujourd'hui généralement sous-peuplés [54]. Mais leur taux de croissance démographique, très supérieur à celui des pays riches, fait peser la menace de la « bombe P » sur l'ensemble de la planète. De cette « bombe » résulteraient des pressions et violences diverses, auxquelles les pays riches ne pourraient faire face qu'en renonçant au standing de vie dont ils jouissent actuellement [55].

Les programmes visant à prévenir ce « cataclysme » démographique ont été axés jusqu'à présent sur les diverses méthodes de prévention des naissances et sur la stérilisation. De l'avis de leurs promoteurs, ces campagnes sont loin d'avoir donné les résultats escomptés ; l'expérience montre d'ailleurs combien sont aléatoires toutes les politiques démographiques [56]. Il faut par conséquent sen-

---

53. Les aspects actuels des problèmes que nous touchons ici sont approfondis dans un dossier remarquable : *« Morituri » - Ceux qui doivent mourir. La délivrance par la mort, l'humanisme biologique, et le « racisme scientifique »*, (ronéotypé), B.P. 178, 75564 Paris Cédex 12, 1974. On complétera par Bernhard SCHREIBER, *The Man, Behind Hitler. A German Warning to the World. « Geheime Reichssache »*, 78139 Le Mureaux, publications La Haye-Mureaux, s.d.

54. Rappelons quelques densités démographiques. Parmi les pays relativement peu industrialisés : Indonésie : 64 habitants par km² ; Chine : 82 ; Inde : 178 ; Venezuela : 12,2 ; Zaïre : 10 ; Algérie : 45 ; Pérou : 10,9 ; Brésil : 11,7. Parmi les pays industrialisés : Japon : 298 ; France : 94 ; Royaume-Uni : 229 ; Allemagne Fédérale : 252 ; Belgique : 318 ; Pays-Bas : 392. Pour les Etats-Unis, cette densité tombe à 22,3 et pour le Canada à 2,2 ! — D'après les données fournies par le *Book of the year 1974*, de l'*Encyclopaedia Britannica*, Chicago, 1974.

55. Signalons la remarquable étude de P. PRADERVAND, *Les pays nantis et la limitation des naissances dans le Tiers-Monde*, dans *Développement et Civilisations*, n° 39-40, mars-juin 1970, 4-40 (importante bibliographie). Le rôle de l'IPPF dans ce domaine est analysé par COLVILLE DEVEREL, dans *The « International Planned Parenthood Federation ». Its role in developing countries*, dans *Demography*, t. 5 (1968) n° 2, 574-577.

56. Bilan et perspectives dans K. Y. LARRY (édit.), *The population crisis. Implications and plans for action*, Bloomington, Indiana University Press, 1970 ; Edw. D. DRIVER, *World population policies : an annotated bibliography*, coll. Lexington Books, Lexington, Mass., 1972 (instrument de travail indispensable). Le meilleur état de la question est dû à B. BERELSON (édit.), *Popu-*

sibiliser l'opinion mondiale, induire en elle la « peur démographique » [57]. Au Tiers-Monde, on expliquera qu'un taux élevé de croissance démographique est un obstacle décisif au décollage [58]. Aux pays riches, on fera comprendre que, s'ils veulent maintenir et améliorer leur niveau de vie, ils doivent stabiliser volontairement leur population, donnant par là l'exemple aux pays pauvres.

Une campagne d'information ne suffit pourtant point. Les méthodes employées jusqu'ici n'ayant pas conduit aux objectifs désirés, il faut faire accepter les méthodes qui, naguère, répugnaient. Parmi celles-ci, l'avortement occupe la première place. Il semble en effet qu'« aucun pays développé n'ait réduit son taux de natalité sans un recours considérable à l'avortement — soit légal, soit illégal ; et qu'aucun pays non développé n'atteindra l'objectif qu'il vise en matière de contrôle de la fertilité sans un recours important à l'avortement — soit légal, soit illégal » [59].

Antinatalisme militant

Aux yeux des Etats-Unis, les enjeux économiques et politiques d'une campagne malthusienne suivie sont d'importance. Ce qui le confirme, c'est d'abord l'effort sans précédent réalisé par de grandes sociétés nord-américaines en faveur des recherches sur la contraception et l'avortement. La propagande malthusienne fait miroiter de plantureux bénéfices, auxquels certains laboratoires ne sont pas insensibles : d'où le commerce de foetus. Ainsi, pour la mise au point de ce qu'on appelle euphémiquement la « contraception post-ovarienne » (*sic*), la « restauration des règles » ou l'« extraction menstruel-

---

lation policy in developed countries, A Population Council book, New York, 1974 (sur la France, p. 545-591 ; sur la Belgique, p. 193-224). — Un panorama mondial succinct et clair a été établi par l'IPPF dans la brochure *Family Planning in Five Continents,* Londres, 1970. — Le Dr Weill-Hallé, qui a des raisons précises d'être bien informée de la question, donne quelques précisions sur l'inspiration nord-américaine et anglo-saxonne du « Planning familial » dans *L'Avortement de Papa* (cité note 5), spécialement p. 21-53. Elle résume notamment les extravagantes propositions du Dr Berelson pour limiter la natalité dans le (tiers-) monde, p. 31-41.

57. La limitation de la natalité, envisagée dans ses rapports avec les politiques de développement, est étudiée par P. PRADERVAND, sous le titre : *La peur démographique,* dans *Economie et Humanisme,* n° 215, janvier-février 1974, 61-71. Cette étude, bien documentée, fait désirer la publication intégrale de la thèse de doctorat de 3e cycle de l'auteur, signalée à la n. 21 : Les politiques de population en Afrique francophone de l'Ouest : obstacles et possibilités, Université de Paris, Ecole Pratique des Hautes Etudes, 1972-73, 2 vol.

58. J. BOURGEOIS-PICHAT et S. A. TALEB, *Un taux d'accroissement nul pour les pays en voie de développement en l'an 2000. Rêve ou réalité ?,* dans *Population* 25 (1970) n° 5, 957-974.

59. M. POTTS, *Problems and strategy,* dans M. POTTS et Cl. WOOD, *New concepts...,* p. 11 s.

le » (*resic*) — entendez l'avortement [60] — les laboratoires Upjohn ont-ils procédé à des investissements sans précédent [61]. Une avance décisive dans la recherche leur garantirait un prompt amortissement des capitaux et des gains substantiels. Encore faut-il que les législations permissives se généralisent et qu'on puisse expulser le foetus comme on expulse — révérence parler — un ver solitaire...

Mais l'intérêt porté aux recherches et campagnes antinatalistes dépasse de loin les laboratoires à fins commerciales : d'importants groupes financiers des USA leur apportent un appui direct ou indirect. La Ford Foundation, la Rockefeller Foundation, pour ne citer que celles-là, soutiennent généreusement des organismes s'appliquant à divulguer la contraception sous toutes ses formes. Parmi ces organismes figurent notamment le Population Council fondé en 1952 et connu pour son action en Corée et à Formose, le Pathfinder Found dont le siège est à Boston, le Population Reference Bureau, le Population Crisis Committee, l'International Planned Parenthood Federation (IPPF), dont le siège est à Londres [62].

Financièrement, scientifiquement et politiquement, ces institutions et les idées qu'elles défendent reçoivent des USA de très importants appuis. C'est le cas notamment pour l'IPPF, auquel sont associés la Fédération belge pour le Planning familial et le Mouvement français de Planning familial.

Soutenues par des fondations privées, ces institutions le sont souvent aussi par des organismes gouvernementaux, tels le National

---

60. La littérature en faveur de l'avortement est riche en euphémismes, périphrases, métaphores et autres antiphrases. Le dernier cité est du Dr Karman.

61. La Firme Upjohn a pris soin de justifier son programme de recherches en la matière dans un tract destiné à ses employés. Ce tract a pour titre : *Medical abortion : Upjohn presents view to employers. Abortion stand aired. Scientific role makes Upjohn non-political.* On lit notamment sur ce tract : « The Upjohn Company hopes that timely use of prostaglandins — *before a technically-defined pregnancy has occurred* — will virtually eliminate any need to consider an abortion » (nous soulignons). En somme, tant que la grossesse n'est pas diagnostiquée, il ne saurait être question d'avortement. Celui-ci est rendu superflu par l'usage, à temps, des prostaglandines vendues par la firme ! Une plaisanterie « scientifique » au service des affaires !

62. A propos de l'IPPF, voir M. Potts et Cl. Wood, *New concepts...*, où on trouvera de multiples informations qui se passent de commentaires. L'IPPF rassemblerait des organisations provenant d'une centaine de pays. A lui seul, de 1968 à 1973, The Victor-Bostrom Fund, dont le siège est à Washington, a procuré une somme annuelle d'au moins un million de dollars à l'IPPF. C'est ce qui est dit explicitement dans la brochure publiée par The Victor-Bostrom Fund for the International Planned Parenthood Federation, intitulée *Family Planning : Improving opportunities for Women*, rapport n° 18, printemps 1974, p. 2. — Aux mouvements cités ici, il faudrait ajouter Population Zero, Procréation planifiée, le Sierra Club (d'après le Dr et Mme Willke, *Le livre rouge...* [cité note 3], p. 183) ; l'Asia Foundation, la Christian Aid, le Church World Service, le Commonwealth Fund, la Josiah Macy Foundation (d'après P. Pradervand, *Les pays nantis...*, 33, n. 1).

Institute of Health in the USA ou l'USAID (Agence des USA pour le Développement international) [63].

Les motivations invoquées par les associations antinatalistes privées ont varié selon les circonstances de temps et de lieu. Tantôt il est fait état de considérations eugéniques, tantôt on évoque la libération de la femme ; tantôt on brandit des arguments économiques et sociaux.

Il est bien entendu que dans les pays riches il a surtout été fait appel au thème de la libération de la femme et à ses corollaires : les nécessités de la tactique y poussaient. Mais à partir des années 60, les organisations antinatalistes développent fortement des arguments économiques et sociaux. Ce faisant, elles attirent l'attention puis l'audience d'organismes gouvernementaux ou internationaux, préoccupés par l'« explosion démographique mondiale ». L'influence des idées malthusiennes s'accentue nettement dans les divers organismes de l'ONU : la Commission pour la Population, le Conseil économique et social, l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation internationale du Travail, l'UNESCO, la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement [64].

De l'imitation à l'aliénation

Dès lors, au-delà d'un problème interpersonnel ou national on aperçoit sans peine que la libéralisation de l'avortement renvoie à un problème politique, économique et social d'envergure mondiale. Au plan des relations entre l'Occident et le Tiers-Monde, les conséquences de la libéralisation de l'avortement seraient incalculables. L'histoire récente nous a fourni trop d'exemples célèbres d'ethnocides, de génocides, d'exterminations de toute sorte pour que nous nous donnions bonne conscience en feignant de les ignorer. Nous voudrions que l'homme soit devenu incapable d'humilier son semblable, de l'exploiter, de le dominer, de le tuer. Mais les faits nous rappellent à la modération et au réalisme [65].

---

63. Selon P. PRADERVAND, *Les pays nantis...*, 33, n. 1, parmi toutes ces organisations, « l'AID américain... se taille la part du lion et dépense pour la limitation des naissances autant que toutes les autres organisations réunies (75 millions de dollars pour l'année fiscale 1969-70) ».

64. Cf. B. SUITTERS, *The International family planning movement...*, dans M. POTTS et Cl. WOOD, *New concepts...*, p. 31 s., 34-35. Voir aussi R. SYMONDS et M. CARDER, *The United Nations and the Population question*, Londres, Sussex University Press, 1973.

65. Une étude récente explore le rapport entre violence et domination : Fr. WERTHAM, *A sign for Cain. An exploration of human violence*, coll. Warner paperback Library, 2e éd., New York, 1973. Voir en particulier le ch. VI : *The Malthus Myth*, p. 99-113.

Intellectuellement, nos pays occidentaux se sont laissé exagérément impressionner par les succès ambigus du modèle nord-américain. Nous abandonnons l'initiative en politique. En matière de consommation, nous avons cédé bien trop naïvement à la fascination des normes nord-américaines. En alignant sa législation sur celle des pays anglo-saxons, et singulièrement des USA, l'Occident renoncerait à son autonomie morale au profit du plus fort. Le pacte d'imitation se transformerait en pacte de soumission, d'aliénation [66].

Arrivés au faîte de leur puissance, les USA, en dépit de leur régime formellement libéral, ne peuvent s'empêcher de se comporter à l'égard des autres nations comme la puissance dominante. De la part des autres nations, ils souhaitent dépendance plutôt que partage. Tout doit ployer devant la Raison d'Etat ; leurs intérêts font la loi. « ... Sitôt que c'est la force qui fait le droit, l'effet change avec la cause ; toute force qui surmonte la première succède à son droit. Sitôt qu'on peut désobéir impunément on le peut légitimement, et puisque le plus fort a toujours raison, il ne s'agit que de faire en sorte qu'on soit le plus fort [67]. »

Et pourtant, vite ébranlés par des arguments d'autorité, médusés par les « oracles » de l'ordinateur, nous nous pâmons devant les savants graphiques du MIT, devant les cris d'alarme de P. et A. Ehberlich ou le chantage à peine voilé de M. McNamara. Nous ne nous interrogeons cependant guère sur les mobiles profonds qui dictent aux technocrates les paramètres qu'ils retiennent, les variables qu'ils choisissent [68]. Ici même, en Europe, combien gardent leur sang-froid devant un bombardement systématique de l'opinion publique et des mentalités [69] ?

L'Europe sous-dominatrice ?

Si nous ne sommes très vigilants, l'Occident vassal sera bientôt appelé à coopérer à la plus grande hécatombe démographique de

66. Le Marquis DE SADE, autorité non suspecte en pareille matière, nous donne lui-même cet avertissement : « Il est de la politique de tous ceux qui mènent un gouvernement d'entretenir dans les citoyens le plus extrême degré de corruption ; tant que le sujet se gangrène et s'affaiblit dans les délices de la débauche, il ne sent pas le poids de ses fers, on peut l'en accabler sans qu'il s'en doute. » *Les prospérités du vice* [1797], coll. 10/18, 446, Paris, Union Générale d'Editions, 1973, p. 158.

67. J. J. ROUSSEAU, *Le Contrat social*, L. I, ch. 3, éd. de M. HALBWACHS, coll. Bibliothèque philosophique, Paris, 1943, p. 67.

68. Justice est faite de quelques « évidences » ou clichés en la matière par F. BÉZY, dans *Démographie et sous-développement. Propositions anti-malthusiennes*, Institut d'Etudes des Pays en Développement, Etudes et Documents, 7404, Louvain, juin 1974.

69. Il convient de saluer, à ce propos, l'œuvre d'Alfr. SAUVY et en particulier *Croissance zéro ?*, Paris, Calmann-Lévy, 1973 ; cf. *NRT*, 1974, 1084 s. Voir surtout la II^e^ partie, sur *La Population*, p. 77-163.

tous les temps. De crainte qu'il ne suffise plus, l'« infanticide différé » sera complété par quelque infanticide anticipé [70]. Pour cela, il faut d'abord qu'après certaines associations privées les gouvernements occidentaux acceptent de légiférer au gré des convenances de la métropole. Or si l'Europe, à l'instar des USA, libéralisait l'avortement, les USA pourraient s'autoriser de son exemple dans le Tiers-Monde. Certes il y a déjà pas mal de gouvernements européens qui contribuent, dans le Tiers-Monde, aux campagnes de planning familial [71]. Mais, jusqu'à présent, c'est toujours avec discrétion et parfois mauvaise conscience.

Ce que les USA attendent de l'Europe, c'est qu'elle souscrive sans restrictions, inconditionnellement et publiquement, aux méthodes radicales du contrôle de la vie. La raison de cette exigence est simple : la caution de l'Europe sera bénéfique aux projets impériaux des USA. L'Europe, déjà dominée, se découvrira bientôt sous-dominatrice. Les Etats-Unis tireront parti de cette pratique suicidaire qu'ils auront introduite en Europe ; ils pourront invoquer le précédent de l'Occident, voire revendiquer son appui, pour pratiquer le génocide intra-utérin là où leurs intérêts l'exigent. La voie nord-américaine de la domination du monde passe par la conquête morale et le contrôle intellectuel de l'Europe, plus que par sa conquête économique [72].

Lorsqu'on se laisse conditionner par l'idéologie dominante, qu'on est fasciné par le modèle métropolitain de développement, il est facile d'admettre comme une évidence la nécessité du contrôle des naissances, surtout dans le Tiers-Monde [73]. On comprend cependant

---

70. Cf. G. BOUTHOUL, *L'infanticide différé*, Paris, 1970.

71. Voir B. SUITTERS, *The international family planning movement...*, dans M. POTTS et Cl. WOOD, *New Concepts...*, p. 35 s., 39.

72. Aussi est-il inquiétant de voir pulluler les publications, périodiques ou non, qui vulgarisent avec complaisance des thèses favorables aux intérêts politiques des USA.

73. Au cours de la première moitié du XVIII[e] s., la France était le pays le plus peuplé d'Europe. Certains historiens voient là une des causes majeures de l'essor de l'agriculture, des manufactures, de l'économie, qui devait conduire aux réformes amorcées en 1789. Cette thèse a été brillamment confirmée et précisée par les travaux de Simon KUZNETS. Contrairement à ce qu'affirmait MALTHUS, le grand économiste a prouvé que l'essor démographique entraînait une augmentation des richesses. Voir *Population, revenu et capital,* dans le *Bulletin international des Sciences sociales,* 1954, 181-188 ; *Underdeveloped countries and the pre-industrial phases in the advanced countries. An attempt at comparison* [1954], dans A. AGARWALA et F. SINGH, *The economics of underdevelopment,* Londres, Oxford University Press, 1958, p. 153 ss. — R. L. SASSONE arrive à des conclusions semblables. Cf. *Handbook of Population,* p. 115, qu. 524 ; p. 127, qu. 622 ; et le chapitre VI sur la *Quality of life,* p. 120-122. On consultera aussi P. SINGER, *Dinâmica populacional e Desenvolvimento. O papel do crescimento populacional no desenvolvimento econômico,* São Paulo, CEBRAP, 1971. Bon dossier de vulgarisation sur *La population et son devenir* dans *Missi,* n° spécial 7-8, oct. 1971.

sans peine que la caution des Etats-Unis ne suffise pas à faire accepter partout la libéralisation de l'avortement. Malgré les pressions dont ils sont l'objet, beaucoup de pays du Tiers-Monde perçoivent nettement les raisons profondes pour lesquelles on leur recommande le contrôle des naissances [74]. Pour leur honneur, ils ne se sont pas privés de faire entendre leur voix avec vigueur lors du Congrès mondial de la Population, tenu à Bucarest du 19 au 30 août 1974 [75]. Ils savent, mieux que quiconque, que les USA n'ont

74. Ces réticences apparaissent notamment dans M. V. DE ASSIS PACHECO, *Neocolonialismo e controle da natalidade,* Rio de Janeiro, 1968 ; J. I. HÜBNER GALLO, *El mito de la explosión demográfica. La autoregulación natural de las poblaciones,* Buenos Aires, 1968. On se reportera aussi aux travaux de P. PRADERVAND, *Les pays nantis...* et *La peur démographique.* — A titre d'exemple, citons un spécialiste brésilien : « Le Congrès (mondial de la Population à Bucarest, en août 1974) n'est pas envisagé sans appréhensions par beaucoup de pays membres. Ceux-ci redoutent qu'il soit utilisé comme un moyen supplémentaire de limitation de la natalité... Pour le gouvernement brésilien et pour beaucoup d'autres courants nationaux reflétant l'opinion — y compris des courants émanant de l'opposition — le rythme de croissance actuel de la population, loin d'être nocif, est bénéfique au développement et doit être analysé avec d'autres considérations parallèles. En termes de géopolitique, si la seule existence d'une population de deux cents millions d'habitants (que le Brésil devrait atteindre au seuil du XXI[e] s.) ne transforme pas un pays en une grande puissance, il n'y a pas, d'autre part, de grande puissance sans une population nombreuse. » : J. C. BRANDI ALEIXO, *A política demográfica do Brasil. Considerações sôbre sua natureza, implicações e consequências,* Fundação Universidade de Brasília, Série Política, 1, Brasília, 1973, p. 30.

75. En attendant la publication des Actes de ce congrès et les études qu'ils susciteront, on pourra se reporter au dossier établi par Marlène TUININGA et intitulé *A Bucarest les « pauvres » ont refusé le plan des « riches »,* publié par les *Informations catholiques internationales,* n° 464, 15 sept. 1974, 18-24. Sur la position du Saint-Siège, voir la rubrique consacrée à *La conférence mondiale de la population,* dans *DC* 71, n° 1661, 6 oct. 1974, 819-824. *Le point de vue de la Chine sur quelques problèmes essentiels concernant la population mondiale* est exposé sommairement dans *Pékin Information,* n° 35, 2 sept. 1974, 6-10. — Pour éclairer les débats actuels, il serait très utile de retourner aux pages nombreuses consacrées par MARX et ENGELS aux problèmes de la population, et en particulier à la critique de MALTHUS. Les positions prises dans ces pages sont l'objet d'un oubli sélectif dans certains milieux marxistes, où il n'est pas rare de voir des militants défendre des thèses plus proches des thèses de Malthus que de celles de Marx et d'Engels. Quelques textes étonnants, facilement accessibles, mettront les chercheurs en appétit, ainsi : K. MARX, *Morceaux choisis,* Bibliothèque des Idées, 18[e] éd., Paris, NRF, 1956, p. 405-410 ; 419 s. — *Pages de Karl Marx,* édit. M. RUBEL, *vol. cit.,* p. 77 s., 188-191 ; 198 s. ; 214 s., 240-242 ; 246 s. [A propos de Malthus : « Le peuple a deviné, avec un instinct infaillible, qu'il a devant lui non pas un *homme de science,* mais un *avocat acheté,* plaidant la cause de ses ennemis, un sycophante éhonté des classes dominantes » : texte de 1862-1863, cité p. 242]. — Jacqueline RUSS, *La pensée des précurseurs de Marx,* coll. Pour connaître, Paris, Bordas, 1973, p. 334-336. [Selon Engels, les conséquences de la doctrine de Malthus sont les suivantes : « Comme les pauvres sont précisément plus nombreux, il ne faut rien tenter en leur faveur, si ce n'est les aider à mourir de faim le plus facilement possible. Il faut les persuader qu'il n'existe pas de remède ; leur classe ne possède qu'un moyen de salut : restreindre le plus possible le nombre des naissances. Si cette conviction n'est pas assez efficace, il sera toujours préférable d'instituer un service public chargé de faire périr les

que trop étalé leur volonté de puissance pour que les autres pays se dispensent de pratiquer une suspicion systématique à leur endroit : la visée dominatrice des Etats-Unis est constante, mais leurs méthodes se perfectionnent. Il n'y a toutefois pas de domination sans contrôle des hommes. La guerre, l'ethnocide, l'avortement ? Autant de tactiques au service d'une même stratégie. A supposer que les partisans de l'avortement l'emportent, jamais tant d'innocents ne seront si utiles...

« Etrange époque que la nôtre ! », entend-on souvent soupirer. Il s'en faut pourtant de beaucoup. Les avortophiles d'aujourd'hui ont d'illustres parrains et même des lettres de noblesse. Le Marquis de Sade qui, pour être illuministe, n'était point démocrate, alertait déjà ses contemporains sur la gravité du péril démographique. Il avait été prompt à tirer les enseignements de la Révolution Française. Etonnant propos ! « En France, où la population est beaucoup trop nombreuse... il faudrait fixer le nombre des enfants, faire noyer impitoyablement tout le reste... Le gouvernement, maître alors de ces enfants et de leur nombre, compterait nécessairement autant de défenseurs qu'il en aurait élevé, et l'Etat n'aurait point, par grandes villes, trente mille malheureux à soulager par temps de disette. C'est pousser trop loin le respect pour un peu de matière fécondée, que d'imaginer qu'on ne puisse pas, quand il en est besoin, la détruire avant terme ou même beaucoup après » [76].

Somme toute, l'actuelle campagne mondiale pour la libéralisation de l'avortement puise généreusement au répertoire des classiques de la domination. Elle nous met en présence d'une gigantesque mystification, car les bénéficiaires d'une campagne de ce genre — si elle devait réussir — seraient les Empires contemporains et non les nations du Tiers-Monde, ni celles d'Europe Occidentale. Les recommandations antinatalistes adressées aux peuples du Tiers-Monde sont même souvent du plus haut comique, puisque, par rapport aux pays riches, ces pays sont souvent sous-peuplés, qu'ils consomment moins, gaspillent moins, polluent moins, mangent moins — et que les gens y ont une moindre espérance de vie [77]. L'humour devient même amer

---

76. *Les prospérités du vice*, p. 55. — En sens opposé et d'un contemporain, voir SAINT-JUST, *Ecrits posthumes*, 2 : *La société*, dans *Oeuvres choisies*, édit. J. GRATIEN, coll. Idées, Philosophie, 159, Paris, Gallimard, 1968, p. 312-319.

77. Supposons par exemple — pur jeu de l'imagination — qu'un citoyen des Etats-Unis consomme en moyenne autant que 15 Chinois ou 20 Boliviens ou 25 Congolais. Dans cette hypothèse, on pourrait conclure théoriquement deux choses : soit qu'en éliminant un citoyen nord-américain, on libère de quoi satisfaire les besoins actuels de consommation de 15 Chinois ou de 20 Boliviens ou de 25 Congolais ; soit que, le volume absolu des biens consommés restant constant et égal à ce qu'il est actuellement, la population des USA pourrait être multipliée par 15, 20 ou 25, à condition que les Nord-Américains acceptent de vivre comme le font les Chinois, les Boliviens ou les Congolais !

lorsqu'on sait que les subventions pour ce qu'on appelle — souvent par euphémisme — le *planning familial*, sont très fréquemment prélevées sur le budget de l'aide sanitaire, médicale, alimentaire, éducative. Belle hypocrisie que de soigner moins, moins nourrir, moins instruire, pour financer stérilisations et avortements !

Pour l'Europe, d'autre part, libéraliser l'avortement signifierait aller au-devant des intérêts des USA et d'eux surtout. Du point de vue de la métropole nord-américaine, la concupiscence dominatrice est la même, qu'il s'agisse des pays pauvres ou de l'Europe Occidentale. Que celle-ci soit appâtée par les ensorcellements de la consommation, que ceux-là soient matés via un régime musclé, c'est simple question de convenance.

Des lunettes d'emprunt

Pourtant, les Etats-Unis savent parfaitement que l'Europe et elle seule pourrait mettre en question le modèle nord-américain de développement et inventer un nouveau style de relation avec le Tiers-Monde. La puissance et le potentiel économiques, scientifiques et politiques de l'Europe sont évidemment de nature à porter ombrage aux ambitions nord-américaines. Dès lors, il est du plus haut intérêt, pour les USA, que la population de l'Europe vieillisse, stagne, régresse [78]. Il ne faut pas que s'affirme une confédération qui pourrait faire pièce à l'empire ou contester les objectifs que celui-ci entend imposer.

Un débat exhaustif sur l'avortement ne peut traiter ces aspects du problème par simple prétérition. Sans doute ne saurait-on mettre en question a priori ni la bonne foi, ni l'honnêteté d'intention, ni le respect pour la souffrance humaine qui anime beaucoup de partisans de la libéralisation de l'avortement. Il n'en reste pas moins vrai qu'on tremble à l'idée qu'ils pourraient tomber, sans en avoir clairement conscience, dans le piège redoutable de la colonisation idéologique des grandes puissances. Mesurent-ils les implications, le prix, les conséquences politiques de leurs revendications ? Ne voient-ils pas l'Occident et le Tiers-Monde avec des lunettes d'emprunt ? Ah ! combien est grande la fascination de la force, lorsque

78. Sur *La conjoncture démographique en Europe,* voir *Population* 28, n° 6, nov.-déc. 1973. — Sur la population dans le monde, voir par exemple *Et demain combien ?,* livraison consacrée par *Le Courrier de l'UNESCO* (27, mai 1974) à l'*Année mondiale de la population* ; J.-M. Poursin, *La population mondiale,* Paris, Seuil, 1971. Pour la France, cf. D. Noin, *Géographie démographique de la France,* Paris, Editions de l'Université de Rouen, 1973. — Pour se convaincre de la gravité du problème démographique particulier à la Belgique, il suffit de jeter un coup d'œil sur les graphiques liminaires publiés dans le *II^e Rapport annuel* de la Fédération des Entreprises de Belgique, sous le titre *L'entreprise et la société belge d'aujourd'hui,* Bruxelles, juin 1974. On y lira aussi l'étude, assez inquiétante, sur *Le profil de la population belge,* p. 3-51.

celle-ci dissimule son vrai visage sous le voile mensonger du service ou de la pitié ! Comment ne pas redouter une certaine obséquiosité devant les grands, une capitulation devant les défis ? Ce qui est étrange, c'est que l'on ne saisit guère dans ce débat une interpellation exceptionnelle, mettant en cause notre indépendance, notre autonomie, nos valeurs, notre audience partout dans le monde. Rousseau nous a pourtant mis en garde : « Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir » [79].

Une variable privilégiée ?

Une tâche prioritaire s'impose donc : dénoncer vigoureusement l'escroquerie intellectuelle qui consiste à privilégier, dans les débats sur la croissance et le développement, la variable démographique [80]. Dans l'optique nord-américaine, il est fatal qu'il en aille ainsi, puisque la soif de consommation, de gaspillage, d'enrichissement est poussée au paroxysme. Or pareil projet n'est possible que moyennant une forte concentration des ressources, excluant l'hypothèse de partage et consacrant les inégalités.

L'Europe Occidentale, fidèle à ses traditions libérale et socialiste, pourrait envisager le problème différemment. Reste à savoir si, au lieu de presser les autres de ne pas se reproduire, nous sommes disposés à consommer moins, à gaspiller moins, et à partager davantage [81]. Estimons-nous que le degré de civilisation d'un peuple se mesure à son revenu moyen par habitant ? Réagirons-nous devant la militarisation des économies nationales ?

Vraiment, le problème de l'avortement met en évidence la nécessité d'une socialisation bien comprise. Non pas celle qui hypostasie l'Etat ; pas davantage celle qui restitue à un parti, à une classe, à une race, des privilèges désuets. Mais celle qui assigne aux pouvoirs publics des droits et des devoirs nouveaux tant de prévention que d'intervention, découlant d'une part de la situation de pénurie relative et d'autre part d'inégalités aberrantes.

---

79. J. J. Rousseau, *Le Contrat social, loc. cit., ibid.*

80. C'est ce à quoi s'applique P. Pradervand, à la suite de Gunnar Myrdal, dans *La peur démographique,* p. 66. Voir aussi F. Bézy, *Démographie et sous-développement.*

81. Malthus ne se borne tout de même pas à envisager un freinage (*check*) préventif de la population, en incitant les gens à retarder l'âge de leur mariage — ou un freinage positif, par augmentation du taux de mortalité provoqué par une nourriture malsaine et insuffisante. Il introduit des considérations étonnamment actuelles sur les rapports entre propriété privée, profit, production et productivité, inégalités dans la distribution des terres, propriété manufacturière, variabilité de la consommation. Autant de problèmes que nous résumons souvent par l'expression « réforme agraire ». Voir par exemple *A summary view of the Principle of Population* [1838], dans *On population.*

Libéraliser l'avortement sans remettre en question les habitudes consommatrices et sans une politique fiscale moins soucieuse de ménager les intérêts des super-riches et plus attentive aux droits et aux besoins de tous, c'est chercher un alibi démagogique pour se dispenser d'exécuter un programme auquel on s'est bien engagé. C'est soigner le mal dans ses conséquences et non dans ses causes ; c'est confondre le responsable et la victime. C'est consentir lâchement à ce que des êtres humains soient victimes innocentes d'une société qu'on prétend vouloir réformer. C'est rétrograder, en somme, vers les pires travers de l'égoïsme libéral.

De même la situation mondiale incite l'Europe à pratiquer son autocritique, à faire preuve de plus de sincérité envers elle-même et le Tiers-Monde [82]. Dans la plupart des pays pauvres, une minorité nationale a adopté les habitudes consommatrices et ostentatoires de l'Occident. Pour maintenir leur train de vie, ces minorités doivent nécessairement exploiter le reste de la population locale, souvent avec l'assentiment de groupes étrangers. Il est trop commode d'accuser ces minorités et de leur adresser des objurgations. Puisque effectivement le style de vie européen exerce sur elles une grande séduction, en redéfinissant ses objectifs fondamentaux et en se préparant à accueillir le XXI[e] siècle, l'Europe Occidentale inciterait ces minorités à repenser leurs habitudes. Ces minorités pourraient bientôt confronter deux modèles de développement : l'un nord-américain, l'autre — plus convaincant — d'inspiration européenne. En somme, les discussions sur l'avortement rappellent à l'Europe Occidentale deux tâches urgentes et indissociables : sauvegarder son identité ; restaurer sa crédibilité dans le Tiers-Monde.

LES FEMMES ET LA SUJÉTION CONSENTIE

En dernière instance, il nous reste à voir si la mutation de valeurs que suppose, au plan politique, la libéralisation de l'avortement n'est pas la rançon à verser pour promouvoir la libération de la femme. Dans l'histoire de l'émancipation de la femme, ne nous heurterions-nous pas à un point de blocage ? Ne serions-nous pas arrivés à un stade où, pour parachever cette émancipation, il faut souhaiter un régime politique s'inspirant des expériences totalitaires plutôt que des vieilles traditions démocratiques ? Bien entendu, poser la question en ces termes, c'est déjà lui apporter une réponse. On ne voit pas, en effet, pourquoi un régime totalitaire porterait un intérêt particulier à la libération de la femme, ni comment il s'engagerait dans cette entreprise sans finalement se saborder...

82. Nous avons développé ce thème dans *La provocation chinoise*, coll. Terres de Feu. 13. Paris, Cerf, 1973.

L'opium du siècle

Les mouvements féministes favorables à l'avortement se gardent d'ailleurs bien d'envisager le problème de la sorte. A lire leurs publications, tout se passe comme s'il était possible de libéraliser l'avortement en ayant en vue d'abord et avant tout l'émancipation de la femme [83]. Les préoccupations eugéniques, démographiques, socio-économiques ne leur sont pas étrangères, mais elles ne se trouvent guère à la pointe de leur argumentation. La propagande de ces mouvements s'accompagne souvent de la description rassurante des techniques abortives modernes. On vante leur simplicité ; on insiste, non sans grande exagération, sur le caractère indolore de l'intervention, sur l'absence de risques, de séquelles, etc. Schémas, photos, prospectus, rivalisent de force persuasive pour convaincre la femme que, désormais, il lui est facile d'être, selon l'expression célèbre et d'une vulgarité étudiée, « maître de son propre ventre ».

Or, s'il est établi que l'enfant conçu a une existence distincte de celle de sa mère, on ne voit pas ce qui dispenserait celle-ci du devoir de reconnaître l'être qu'elle porte en son sein. Sujet de droit pour le juriste et pour l'homme politique, celui-ci l'est à plus forte raison encore pour sa mère. Ce n'est pas parce que quelqu'un dépend de moi que j'ai barre sur lui. Et l'on ne pourrait prétexter de la différence de développement corporel pour fonder une inégalité de droits tellement radicale que la mère aurait pouvoir discrétionnaire sur son enfant. Sa liberté — et à plus forte raison celle du couple — est donc limitée par les droits inhérents au sujet qu'elle porte et que les pouvoirs publics doivent faire respecter, au même titre que ceux de tout autre sujet [84]. Il est vrai que la plupart des mouvements féministes n'insistent guère sur cette approche « objective ». Leur souci majeur étant l'émancipation de la femme dans la société, c'est par là qu'ils rencontrent les problèmes de la maternité et celui de l'avortement. C'est aussi par ce biais politique que nous procéderons.

---

83. La littérature sur la question est abondante. Retenons simplement H. BONNET, *Liberté de l'avortement et libération des femmes,* dans *Lumière et Vie* 21, n° 109, août-oct. 1972, 35-43 ; D. SCHULDER et F. KENNEDY, *Avortement, droit des femmes,* coll. Cahiers libres, Paris, 1972. Le point de vue de l'IPPF est exposé dans *Family planning. Improving opportunities for Women.* Les éditeurs ont même sollicité l'autorité de l'Impératrice Farah Dibah pour avaliser ce rapport.

84. Sur les droits de la femme, cf. M.-Th. MEULDERS-KLEIN, *Considérations...* (cité note 7), p. 472-482. — Sade est un nostalgique de l'époque où les pères disposaient du droit de vie et de mort : « On est le maître de reprendre ce qu'on a donné... Je ne comprendrai jamais qu'un père qui voulut bien donner la vie ne soit pas libre de donner la mort. C'est le prix ridicule que nous attachons à cette vie qui nous fait éternellement déraisonner sur ce genre d'action qui engage un homme à se délivrer de son semblable. » *Justine...,* p. 115-117.

Il y a trois ans, on s'en souvient, un grand hebdomadaire parisien a publié une liste de femmes célèbres, et presque toutes fortunées, qui avaient recouru à l'avortement [85]. Un rapide coup d'œil sur cette liste confirme à l'envi le lien étroit entre l'avortement provoqué et la société de consommation, dont ces femmes sont en quelque sorte l'avant-garde. Tout le problème est ici de savoir si c'est sur la conduite de cette avant-garde-là que nos communautés politiques doivent régler leur législation.

Ici, une fois de plus, nous dépassons la problématique étroitement « privée » de l'avortement. L'histoire contemporaine nous montre que, lorsqu'une société fait de la consommation son projet majeur, elle exaspère la soif du profit chez ses membres. Elle étouffe en eux tout sens de la responsabilité sociale. La maximalisation du profit privé devient la norme absolue de la production et de la conduite en général. Produire, consommer, gaspiller : tel est le trinôme qu'on inculque à grand renfort de publicité. La motivation dominante étant l'appât du gain, le citoyen est d'abord un carrefour de désirs et de besoins, et ceux-ci sont toujours restimulés à l'instant où ils vont être satisfaits. La soif de consommation est l'opium du siècle ; elle pousse même nos pays riches à développer la fabrication et le commerce des armes : l'argent n'a pas d'odeur.

C'est précisément ici, on le voit, que le principe du plaisir, mobilisé par la consommation, rencontre le principe de force, évoqué plus haut à propos des régimes totalitaires. La rencontre de l'hédonisme avec la violence, de Calliclès et Gorgias avec Protagoras, n'est pas un pur hasard.

Révolution inachevée

De tout temps, les riches ont joui de privilèges injustes ; ils ont fait des entorses aux lois en toute impunité ; ils ont même souvent rêvé de faire du droit positif le reflet et le rempart de leurs intérêts. Malgré les luttes entreprises et les victoires remportées, les riches, aujourd'hui encore, fraudent le fisc, peuvent s'adonner à la drogue, gaspiller ou polluer plus que de raison, et recourir, le cas échéant, à des médecins-avorteurs aussi complaisants que cupides : un siècle après Marx, tant d'abus continuent à être la honte de la société capitaliste [86].

Mais la révolution qu'on nous propose diffère singulièrement de celles du passé. Celles-ci voulaient extirper l'injustice au nom d'un

85. Voir *Le manifeste des 343* dans *Le Nouvel Observateur,* 5 avr. 1971. Cf. aussi *Le livre blanc de l'avortement,* Club de l'Observateur, cahier 2, Paris, 1971.

86. Cf. Ch. Revon, *La loi et ses injustices,* dans *Echanges,* n° 104, janv. 1972, p. 29-30.

certain idéal de la justice. Celle des partisans de l'avortement consiste à vouloir déclarer légal et même juste — « déculpabiliser » — un acte que notre tradition morale et juridique considère comme gravement répréhensible. Ils excipent pour cela du fait qu'une minorité nantie peut effectivement se le permettre en toute impunité. Une conclusion aussi saugrenue est un véritable défi au plus élémentaire bon sens. Si certains s'enrichissent par la corruption, les pots-de-vin, le trafic de la drogue, etc., il faut perfectionner la législation, resserrer les contrôles, renforcer les sanctions. Même chose pour l'avortement de complaisance, froidement perpétré.

On s'étonne donc de ne pas voir la femme s'insurger contre les ambiguïtés qui grèvent une certaine conception de sa libération. Pourquoi ne pas réagir davantage contre tout ce qui la confirme dans son statut d'objet, la prédisposant à être la première victime de l'avortement bradé ? S'il est vrai que l'avortement-à-la-demande apparaît, chez nous, comme un corollaire de la spirale consommatrice, il faut, pour libérer la femme, mettre en question ce qui dans notre société incite à recourir à l'avortement. Nous affirmons avec force qu'une société qui se paie le luxe d'entretenir des armées ultra-coûteuses et d'envoyer des hommes dans l'espace, peut non seulement se permettre de choyer ses vieillards et de protéger ses infirmes, mais aussi d'aider efficacement les mères célibataires et d'éduquer les enfants lancés dans l'existence par imprévoyance ou par surprise.

Nous retrouvons dès lors ici l'impératif d'une socialisation respectueuse des personnes. Plutôt que de songer à libéraliser l'avortement, il est urgent de s'attaquer aux causes de désespoir qui conduisent à envisager cette solution. On ne saurait en effet sans insigne mauvaise foi préconiser la libéralisation de l'avortement sans d'abord mettre en route une réforme fiscale visant à corriger d'écrasantes injustices ; sans réforme judiciaire coupant court à toute justice de classe ; sans une réglementation très stricte du crédit et de la publicité ; sans mise en cause d'une politique de logement et d'urbanisation avant tout axée sur le profit ; sans une dénonciation véhémente de tout ce qui — au cinéma notamment — n'est que forme éhontée d'exploitation et d'humiliation de la femme ; sans une politique salariale et familiale soustrayant la femme au besoin de travailler au dehors. Prétendre libéraliser l'avortement n'est qu'une farce aussi longtemps que, dans un couple caviardé par une publicité irresponsable, la femme devra se harasser pour boucler les fins de mois, et produire pour mériter sa place dans la société de consommation ; aussi longtemps qu'au nom d'une pudibonderie anachronique on n'éduquera pas à la paternité responsable, ou qu'au nom d'impératifs malthusiens on réduira l'éducation de l'amour à l'initiation à la contraception ; aussi longtemps que certaine hypo-

crisie bourgeoise continuera à pénaliser les filles-mères et à les tenir au ban de la société ; aussi longtemps que l'on nous présentera la paternité comme un accident, la grossesse comme une infirmité et l'enfant comme un parasite...

Libération et objectivation

Le plus étonnant dans ce débat, c'est que certaines inspiratrices des mouvements féministes favorables à l'avortement semblent avoir intériorisé le point de vue du mâle sur la femme. Elles se voient d'un regard masculin, objectivant, néantisant, sadique : tant il est vrai qu'à un certain moment du processus dialectique, l'idéal de l'esclave voulant se libérer, c'est d'imiter son maître et de porter sur moi-même le regard du maître [87]. Une libéralisation inconsidérée de l'avortement ne ferait cependant qu'accroître l'oppression dont les femmes se plaignent. En effet, le même sadisme qui atteint l'enfant et le tue, frappe aussi celle qui est appelée à le porter. Il conduit tout droit à la domination accrue des mâles : les grands, les seuls bénéficiaires de l'avortement-à-la-demande seraient les hommes, qui verraient s'élargir leur empire. Après tout, « ne serais-je pas une dupe d'avoir pitié du poulet qu'on égorge pour mon dîner ?... Or les rapports de l'épouse avec le mari ne sont pas d'une conséquence différente de celle du poulet avec moi ; l'un et l'autre sont des bêtes de ménage dont il faut se servir, qu'il faut employer à l'usage indiqué par la nature, sans les différencier en quoi que ce puisse être » [88].

Au surplus, ne faisant, en amour, ni l'expérience de la reconnaissance ni celle de la réciprocité, comment les femmes seraient-elles disposées à reconnaître et à accueillir celui qui est pourtant leur propre enfant [89] ? Déjà subjuguées par une société dont on se garde bien de critiquer les options de base, unidimensionalisées, « égalisées » à l'homme, réduites au modèle standard de consommatrices-productrices, elles seront davantage encore soumises aux caprices impétueux des mâles possessifs. De sujets de consommation, elles deviendront, elles, un objet de consommation de type particulier mais anonyme et, dans la solitude du non-amour, elles seront les premières à supporter les conséquences de leur sujétion consentie.

---

87. On reconnaît ici quelques thèmes sartriens, développés aussi dans l'œuvre de Simone de Beauvoir. Voir les références ci-dessus, note 41.

88. Sade expose sa conception de l'« amour » humain, notamment dans *Justine*, p. 170-176 et 214-218.

89. G. Fessard examine le rapport homme-femme à la lumière de la dialectique hégélienne du maître et de l'esclave dans *De l'actualité historique*, t. I : *A la recherche d'une méthode*, coll. Recherches de Philosophie, 5, Paris, 1960, p. 163-175.

UN PROJET RÉACTIONNAIRE

Pour peu qu'on y prenne attention, les débats sur l'avortement traduisent parmi nous non seulement l'emprise tentaculaire de la société de consommation, mais une mise en question radicale des principes sur lesquels est fondée notre conception de l'homme et de la société.

La récupération intégrale

Pour être dans le vent, il faut entre autres choses tempérer la répression de la drogue, estimer l'homosexualité. Il faut aussi approuver les relations pré-conjugales, banaliser la procédure du divorce, éliminer les risques de l'infidélité. Autant de combats d'arrière-garde qui perdent leur raison dès que l'on propose de légaliser l'avortement : qui peut le plus peut le moins.

Cependant, vu de plus près, ce projet, compte tenu du contexte qui l'inspire, est largement réactionnaire. Il part d'une position pré-critique, où l'on ne discerne pas le lien entre le projet libéralisateur proprement dit et ses incidences politiques. Au-delà de l'avortement, c'est de domination qu'il s'agit. Chez nous, cette domination recourt au piège doré de la consommation. Ce ne serait encore qu'un moindre mal si la consommation sexuelle n'était qu'une forme de consommation comme une autre. Mais en réalité la libéralisation de l'avortement signifierait que, dans ses rapports avec autrui, l'homme peut laisser de côté tout sens de sa propre responsabilité, c'est-à-dire mutiler la relation humaine d'une de ses dimensions caractéristiques : la réciprocité.

Des secteurs entiers de la science et de la technique sont mis depuis belle lurette au service de la volonté de puissance, mais jusqu'à présent, la domination de l'homme s'exerçait par la médiation d'objets matériels. L'homme consommateur est conditionné ; sa liberté est aliénée ; mais les idéologies sécurisantes lui donnent bonne conscience et font miroiter à ses yeux le mythe de l'expansion indéfinie. Désormais, le dernier pas risque d'être franchi : ce qui est proposé c'est d'exercer un pouvoir de vie ou de mort, aseptiquement, légalement, moralement. Science, droit, démographie, politique, morale : les disciplines les plus diverses sont transformées **en armes au service du pouvoir et mobilisées pour le contrôle des hommes.**

L'expulsion de la liberté

Or, l'homme qui croira avoir rejeté tout tabou, toute contrainte, tout « appareil répressif », que sera-t-il ? Un être qui, au terme d'une longue séquence d'abdications, aura consommé l'expulsion de sa propre liberté et de sa propre responsabilité, qui sera devenu incapable de dialogue et de partage. Quelques prototypes de cet homme de demain nous ont déjà été présentés par le cinéma : une orange mécanique, un portier de nuit. La société sera peuplée d'êtres pour qui l'instinct tiendra lieu de raison. Dans la meilleure hypothèse, ils se donneront des institutions à l'image de leurs passions et trouveront leurs délices dans les idéologies à l'avenant.

Hegel croyait que la suprême aliénation était celle de la liberté. C'est en somme à ce stade que se situent encore ceux qui veulent assouplir la législation réprimant le commerce et l'usage de la drogue. Mais depuis lors on a fait du chemin. Pour un oui, pour un non, on séquestre des innocents, on torture, on tue. L'acquittement est fréquent et prompte la récidive. Les pauvres du Tiers-Monde menacent notre prospérité ? La stérilisation en série les rend inoffensifs et même reconnaissants : ils reçoivent un transistor à titre de prime. Les débiles mentaux sont une charge pour le pays ? Qu'à cela ne tienne ! Changeons la loi : mutilons-les dans les cas bénins ; pour les cas plus graves, la chambre à gaz, même avec T.V. en couleurs, serait tellement plus économique ! D'ailleurs à leur propos aussi on peut se demander s'ils sont vraiment hommes, n'est-ce pas ? Les vieillards et les infirmes ne produisent plus et distraient l'argent qui pourrait être investi utilement en biens productifs ? L'euthanasie résoudra le problème avec discrétion et efficacité. Dans tous les cas, les caisses de sécurité sociale rembourseront les frais, accorderont même, le cas échéant, une prime de décès prématuré et délibéré, qui sera versée aux heureux héritiers ; les mutuelles cesseront d'être déficitaires ; les impôts diminueront et on pourra construire des autoroutes. La récession menace-t-elle ? Il y a toujours bien une guerre à prévoir, à entreprendre, à mener, à susciter. A bas le chômage ! Et ce ne sont pas les syndicats qui diront le contraire. Mais, à tout prendre, il est moins indigne pour un être humain de mourir, même idiot, au Vietnam, que de passer sans désemparer de la matrice à une poubelle d'hôpital.

B 3000 Leuven
Tervuursestraat 56

Michel SCHOOYANS
Professeur
à l'Université de Louvain